

Rapport d'évaluation

Évaluation de la composante
de la formation générale
des programmes d'études

du Cégep de La Pocatière

Avril 1999

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Québec 

Introduction

L'évaluation de la composante de la formation générale des programmes d'études du Cégep de La Pocatière s'inscrit dans le cadre de l'évaluation, par la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, de la mise en œuvre de la formation générale dans tous les collèges offrant des programmes conduisant à des diplômes d'études collégiales (DEC).

La démarche d'évaluation s'est déroulée conformément aux modalités exposées dans le Guide spécifique de la Commission¹. Le rapport d'autoévaluation du Cégep de La Pocatière, dûment adopté par son Conseil d'administration, a été adressé à la Commission le 3 juillet 1998. Un comité de spécialistes, dirigé par un commissaire de la CEEC, l'a analysé puis a effectué une visite à l'établissement les 7 et 8 octobre 1998². À cette occasion, il a pu rencontrer la Direction de l'établissement, le comité d'autoévaluation, des professeurs³ de la formation générale, les coordonnateurs des programmes de DEC et des élèves⁴. Cette visite a permis un examen complémentaire des principaux aspects de la mise en œuvre de la formation générale dans le Collège.

Le présent rapport décrit d'abord les principales caractéristiques du Cégep de La Pocatière et donne un aperçu général de la manière dont la formation générale y est mise en œuvre. Il traite ensuite du processus d'autoévaluation adopté par l'établissement. Il expose, enfin, les conclusions auxquelles est arrivée la Commission après analyse du rapport d'autoévaluation et visite de l'établissement.

-
1. COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL, *Guide spécifique pour l'évaluation de programmes d'études. La composante de la formation générale des programmes d'études*, Québec, mai 1997, 45 p.
 2. Le comité visiteur était composé de : M. André Carrier, professeur de philosophie, Cégep de Lévis-Lauzon; M. David Descent, conseiller pédagogique, Cégep Joliette-De Lanaudière; M. Nathan Ménard, professeur, Département de linguistique et traduction, Université de Montréal. M. Jacques L'Écuyer, président de la CEEC, dirigeait le comité. M. Richard Simoneau, analyste à la CEEC, en était le secrétaire.
 3. Dans le présent document, le genre masculin, lorsque le contexte s'y prête, désigne les personnes des deux sexes.
 4. Il s'agissait d'une vingtaine d'élèves représentant l'ensemble des programmes.

Principales caractéristiques de l'établissement et de la formation générale

Le Cégep de La Pocatière a été créé en 1969. Il accueillait 1298 élèves à l'enseignement ordinaire en 1996-1997; 236 de ceux-ci étudiaient au Centre d'études collégiales de Montmagny, mis sur pied par le Collège en 1994. Plus des deux tiers des élèves étaient inscrits dans des programmes du secteur technique.

Au campus principal, le Collège offre treize programmes conduisant au DEC, dont neuf dans le secteur technique. Trois autres programmes conduisant au DEC sont dispensés à Montmagny, dont un dans le secteur technique.

Une vingtaine de professeurs ont dispensé des cours dans les disciplines de la formation générale commune et propre en 1996-1997 : soit, en chiffres arrondis (ETC), sept personnes en français, quatre, en philosophie, quatre, en anglais, trois, en éducation physique.

Le Collège offrait une quarantaine de cours complémentaires différents dans les cinq domaines déterminés par le RREC. En formation générale propre, les élèves étaient regroupés en quatre familles de programmes; à compter de 1997-1998, toutefois, les cours de formation propre devinrent de type «universel», «leur contenu théorique, aux dires du Collège, étant identique pour tous les groupes intéressés, mais des activités d'apprentissage étant adaptées aux caractéristiques et aux intérêts des élèves».

Le projet éducatif du Collège a été adopté en 1996; il s'inscrit en continuité avec le *Plan de formation fondamentale* mis en œuvre depuis 1991, lequel comprend une vingtaine d'objectifs. Ce projet éducatif comprend quatre axes : développement de l'autonomie, des compétences, création d'un milieu propice à l'apprentissage et à l'engagement de l'élève; il est assorti de douze énoncés de valeurs, tels «le goût d'apprendre», «le développement du sens des responsabilités», «le développement des compétences intellectuelles, culturelles, professionnelles et techniques». Selon le Collège, des liens étroits existent entre la formation fondamentale, le projet éducatif et la composante de formation générale dans chacun des programmes. Par exemple, les énoncés du projet éducatif touchant *le développement des compétences intellectuelles*, – telles l'acquisition de méthodes de travail, la capacité de faire des liens logiques et l'esprit critique – et *le développement des compétences culturelles* – telles la maîtrise du

français, l'apprentissage des langues et l'acquisition d'une large culture générale – appellent une contribution de l'ensemble des disciplines de la formation générale.

La démarche institutionnelle d'évaluation

Un comité de coordination a vu à harmoniser les travaux d'analyse et de rédaction pour les deux campus du Collège, ce dernier ayant convenu de préparer deux rapports distincts, «en raison de particularités de méthodologie et de contenu tenant compte des deux contextes».

Le comité d'autoévaluation pour le campus de La Pocatière a été actif durant douze mois; il regroupait sept personnes : cinq enseignants des différentes disciplines de la formation générale, dont un pour le secteur des cours complémentaires; le coordonnateur de l'évaluation; une rédactrice. Le comité a tenu vingt-quatre rencontres de travail, pour valider, interpréter les données recueillies et rédiger le rapport.

Les professeurs, y compris les coordonnateurs de programmes d'études, ont été consultés par le comité. Les élèves considérés «finissants» (environ 250) ont été interrogés à l'aide d'un questionnaire basé sur le modèle proposé par la CEEC. Ce questionnaire avait été enrichi à certains égards, les élèves ayant à identifier des points forts et des points faibles pour chaque discipline de la formation générale, et à apprécier la disponibilité des enseignants.

Le comité a analysé 37 des 60 plans d'études pertinents pour l'autoévaluation, ce à l'aide d'une grille critériée, du guide de la CEEC et des devis ministériels. Le travail fut réalisé par des équipes de deux enseignants, dont l'un n'appartenant pas à la discipline visée, et validé ensuite par le coordonnateur de l'évaluation. Divers tableaux décrivant les activités et les ressources furent produits à la même occasion.

Le rapport d'autoévaluation est concis, synthétique; sa grande qualité d'écriture, l'intérêt de son approche et de son contenu méritent d'être soulignés. Mais le document aurait gagné à être plus complet, tout comme, d'ailleurs, la démarche d'autoévaluation du Collège, qui, même si elle a été bien conduite, demande, à certains égards, d'être parachevée. Il reste difficile, même après la visite, de voir dans quelle mesure les conclusions du rapport sont réellement endossées par les enseignants du Collège. Les actions envisagées, souvent d'une teneur assez générale, et présentées au conditionnel, illustrent bien l'étendue des questions pouvant être restées en suspens. L'analyse des plans de cours a donné des résultats intéressants. Elle aurait

dû être assortie d'autres démarches de collecte d'information exigeant une participation active des enseignants, ce qui aurait permis, le cas échéant, d'approfondir l'analyse et de préciser les cibles d'action. Les départements de la formation générale ont été rencontrés un à un par la Direction, cet automne, pour relancer la réflexion et préparer un plan de travail dans la foulée du rapport. La Commission *suggère* donc au Collège de compléter sa démarche, notamment par une discussion plus fouillée des données et des conclusions du rapport avec les professeurs, surtout ceux de formation générale, de manière à bien étayer son plan d'action.

Dans le cadre de l'autoévaluation, huit des treize coordonnateurs de programmes d'études ont participé à une rencontre de quelques heures pour discuter des rapports entre la formation générale et la formation spécifique. Une journée de perfectionnement, sur le partage des objectifs de formation générale par l'ensemble des enseignants, prévue pour l'automne 1998, a dû être reportée. La Commission estime qu'un tel genre d'activité mérite d'être repris, pour favoriser le rapprochement des enseignants de la formation générale et de la formation spécifique.

Évaluation de la formation générale

Pour chacun des éléments de la formation générale qui font l'objet de l'évaluation, la Commission fait ses principales constatations, souligne les points forts et, le cas échéant, formule des commentaires, des invitations, des suggestions ou des recommandations susceptibles d'améliorer la mise en œuvre de la formation.

La mise en œuvre des moyens pédagogiques

La mise en œuvre des moyens pédagogiques est évaluée sous les aspects suivants : la cohérence de la formation, les méthodes pédagogiques, les exigences propres aux activités d'apprentissage, l'évaluation des apprentissages, les épreuves synthèses de programmes.

La cohérence de la formation

Le Collège a choisi, pour ce premier critère, de s'intéresser à l'ensemble des cours de la formation générale.

Le projet éducatif du Collège, très bien conçu, comprend beaucoup d'éléments pertinents pour la formation générale; comme on l'a noté, il s'inscrit en continuité avec des actions mises en œuvre auparavant, ce qui ne peut que faciliter son appropriation par les enseignants, et son enracinement dans le milieu de formation. Le rapport d'autoévaluation souligne néanmoins que la contribution des cours à l'application du projet éducatif n'est pas décrite dans la plupart des plans d'études analysés. Il faut dire que ce projet a été officiellement adopté à l'été 1996, au moment où les plans d'études considérés étaient, pour une grande part, déjà préparés par les enseignants, ou en train de l'être. Selon le Collège, d'autres facteurs pourraient expliquer cette absence de mention du projet éducatif, notamment, un manque «de compréhension du concept de compétence». La visite du Collège a permis de voir que les enseignants n'étaient pas tous également sensibilisés ou familiers avec le contenu du projet éducatif. Aussi la Commission invite-t-elle le Collège, comme il l'envisage, à inciter les enseignants à faire référence à celui-ci dans leurs plans d'études, et à «imaginer des activités d'apprentissage en lien direct avec ses énoncés de valeur».

Après analyse des plans de cours et des réponses des élèves, le Collège conclut que les devis ministériels sont bien appliqués, dans les deux tiers des cas environ, pour ce qui regarde la description des compétences et de leurs éléments. La Commission souscrit à la conclusion du Collège, et lui *suggère* d'accentuer les efforts pour assurer des liens entre les objectifs, les standards et les contenus d'apprentissage, dans le respect des devis.

En revanche, en formation propre, le souci d'adapter les activités aux différents programmes – contenus de cours, méthodes, travaux – est, dans l'ensemble, très marqué. Les enseignants de français et d'anglais, notamment, ont mené des études et consulté les représentants des programmes intéressés, ce qui a permis de bien cerner les besoins et les attentes. L'originalité et l'attrait de la formule retenue en français, pour favoriser l'apprentissage de la communication, mérite d'être signalée : la simulation d'un concours d'attribution de subventions pour des projets de développement communautaire, jeu auquel participent l'ensemble des élèves, regroupés en équipes tenant les différents rôles. Néanmoins, l'adaptation de la formation générale propre aux programmes techniques, surtout quand les cours doivent être dispensés à des groupes hétérogènes, pose encore certains défis aux enseignants et mérite donc d'être particulièrement soignée.

En formation générale complémentaire, le nombre de cours offerts est relativement important : une quarantaine, annuellement dans les cinq domaines concernés. Mais plusieurs contraintes d'ordre pratique, surtout en ce qui regarde les horaires, limitent les possibilités de choix des

élèves. Le Collège dit être conscient de ce problème et veut s'efforcer d'y remédier dans l'avenir.

Les méthodes pédagogiques

Le rapport souligne, après analyse des plans d'études, qu'il existe une assez grande diversité de méthodes pédagogiques chez les enseignants; dans la majorité des cas, les méthodes requérant «une certaine participation des élèves» sont plus répandues que l'enseignement magistral. Les élèves questionnés se disent relativement satisfaits de la pédagogie, mais dans une mesure moindre pour les cours de philosophie et d'éducation physique. Ils affirment aussi que, dans ces deux disciplines, les liens établis entre les divers éléments de la matière, d'un cours à l'autre, ne sont pas très nombreux.

La Commission considère que les méthodes pédagogiques sont, en général, bien adaptées aux objectifs apprentissage, mais présentent un intérêt inégal : en certains cas, elles sont remarquables, comme en français propre, mais en d'autres, elles exigent d'être améliorées, en particulier en philosophie. Elle *suggère* donc au Collège de donner suite aux diverses actions envisagées dans le rapport à un tel chapitre. Ces actions ont trait, notamment, à l'application de méthodes plus actives, y compris à l'aide des NTIC, particulièrement en philosophie; à la gradation des activités d'apprentissage dans chacun des cours; à l'établissement des liens pertinents entre les cours d'une même séquence disciplinaire, voire, entre les cours de disciplines différentes. Les professeurs, le cas échéant, auraient avantage à prendre en compte le jugement exprimé par les élèves consultés sur la valeur des méthodes pédagogiques et à poursuivre leur réflexion à ce propos.

Les exigences propres aux activités d'apprentissage

Les élèves interrogés ont jugé que, dans la grande majorité des cas, les exigences de travail étaient bien définies dans les plans de cours, étaient clairement expliquées, et respectées dans la pratique par les enseignants. Mais seulement les deux tiers des répondants ont estimé que la quantité de travail leur étant demandée tenait compte de la pondération établie pour le cours. Il est difficile de savoir si les exigences excédaient, ou étaient inférieures à la pondération, le Collège n'ayant pas colligé d'informations plus précises à ce propos.

La Commission endosse le jugement du Collège selon lequel les travaux personnels demandés aux élèves, dans l'ensemble, contribuaient à l'atteinte des objectifs d'apprentissage. Elle l'invite néanmoins, dans le premier cours de philosophie notamment, à assurer plus d'équilibre entre la compréhension des textes d'auteurs et la production de textes.

D'autre part, les modalités d'examen de la pertinence des travaux et de l'équivalence de la charge de travail des élèves doivent être améliorées. Le Collège reconnaît que, sauf exception, c'est-à-dire là où des plans cadres ont été élaborés pour certains cours, les pratiques d'examen et de coordination des plans d'études sont encore peu développées dans les départements. À partir de l'analyse des plans de cours, il conclut, entre autres, que les exigences propres aux cours d'un même ensemble, ou d'une même discipline, devraient être mieux justifiées, et mieux harmonisées dans un grand nombre de cas. Il considère que les départements devraient se doter des mécanismes nécessaires à cette fin, et encourager les échanges entre enseignants sur les stratégies didactiques et l'évaluation. C'est dans cet esprit que le Collège a convenu d'inscrire, à son plan de travail 1998-1999, la révision de la directive institutionnelle sur les plans d'études en vigueur depuis plusieurs années.

Considérant ce qui précède,

la Commission recommande au Collège de se doter d'un mécanisme plus efficient d'approbation et de coordination des plans de cours, notamment au niveau départemental, en veillant, en particulier à ce que ceux-ci soient harmonisés dans leur facture et dans leurs exigences, dans le respect de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages.

L'évaluation des apprentissages

Les modes et instruments d'évaluation des apprentissages n'ont pas la même qualité dans tous les cas; bons dans certaines disciplines, comme le français, où l'approche par objectifs et standards est bien instaurée, ils sont quelquefois moins adéquats ailleurs, et ont besoin d'être améliorés. Par exemple, la satisfaction des élèves est inégale en ce qui regarde la clarté des critères de correction (taux variant entre 69 % et 85 % selon les disciplines), ou les rétroactions de la part des professeurs (taux entre 50 % à 83 %). L'analyse des plans de cours par le Collège montre que la distinction de l'évaluation formative et sommative est souvent insuffisante; en outre, dans le quart des cas, la pondération des activités d'évaluation n'est pas conforme aux règles de la PIEA, et l'évaluation finale ne touche pas l'ensemble des éléments de la compétence. La Commission *suggère* au Collège à donner suite aux actions envisagées

dans son rapport pour renforcer l'évaluation formative, assurer un meilleur respect de la pondération établie pour les activités, et une plus grande qualité de l'évaluation terminale. Le Collège devrait veiller, plus particulièrement, à mieux définir les diverses modalités de l'évaluation dans les plans de cours d'éducation physique, de philosophie et de formation générale complémentaire.

Quatre plans de cours ont été examinés par la Commission, pour les quatre disciplines de la formation générale.

En français (cours 601-103), le plan de cours est complet. Sa grande qualité, tout comme celle des instruments d'évaluation eux-mêmes, mérite d'être signalée. La compétence et les éléments de la compétence sont évalués de manière approfondie, dans le respect des standards pré-établis. La grille et les critères de correction sont très précis et adéquats.

En philosophie, le plan du cours *Philosophie et rationalité* est complet. Toutefois, un élément de la compétence n'y est pas présenté, et n'est pas évalué. L'importance accordée à la lecture des textes est insuffisante. Si on fait abstraction de ces lacunes, le contenu de l'évaluation peut être considéré satisfaisant, autant pour ce qui regarde la congruence des modes et instruments employés que le respect des standards et la rigueur de l'évaluation terminale. D'autre part, la présentation du plan de cours gagnerait à être un peu simplifiée au plan de la terminologie.

Le plan du cours *d'Éducation physique-ensemble 2* est complet. Les objectifs spécifiques décrits dans le plan de cours sont effectivement évalués et les instruments utilisés pour mesurer leur atteinte sont adéquats. Le document d'accompagnement utilisé par les élèves est très bien conçu et facilite l'acquisition de la compétence visée.

En anglais, la documentation transmise est incomplète et ne permet pas de poser un jugement. Le rapport d'autoévaluation mentionne quelques points à améliorer somme toute assez mineurs. La CEEC invite le Collège à s'assurer de la qualité des évaluations en anglais.

Les épreuves synthèses de programmes

Les modalités d'intégration de la formation générale à l'épreuve synthèse de programme ne sont pas satisfaisantes, à ce jour. La participation des professeurs de la formation générale aux comités responsables de son élaboration est à améliorer. Le rapport d'autoévaluation souligne que «les intentions éducatives de la formation générale ne sont pas assez connues et (que) la contribution de la formation générale dans les profils de sortie reste à préciser». Le Collège

entend donc relancer la démarche, rencontrer à nouveau les équipes de programmes et inciter les départements de formation générale à mieux faire connaître leur rôle et leurs réalisations.

Au moment où plusieurs projets d'épreuve synthèse étaient soumis à la Direction du Collège, en janvier 1997, les professeurs de la formation générale publiaient un *Manifeste* – document succinct destiné aux équipes programmes et proposant un profil unifié de la personne diplômée en regard de la composante de formation générale. Ce document est intéressant, aux fins d'une démarche de concertation des enseignants, même s'il est encore à l'état d'ébauche. La Commission *suggère* donc au Collège à donner suite à son intention de le revoir et de le parfaire, à la lumière du projet éducatif et des devis révisés, pour préciser les compétences de formation générale devant être intégrées à l'épreuve synthèse de programme.

* * *

En conclusion, le Collège dispose d'un projet éducatif bien conçu, dont l'appropriation par les enseignants est à parfaire. Dans l'ensemble des cours de la formation générale, les liens entre objectifs, standards et contenus d'apprentissage sont en voie d'être bien établis mais doivent encore être renforcés. La formation générale propre est de qualité. Les méthodes pédagogiques sont généralement bien adaptées aux objectifs d'apprentissage mais d'intérêt inégal selon les disciplines. Les exigences de travail contribuent à l'atteinte des objectifs d'apprentissage. Les modes et instruments d'évaluation des apprentissages sont dans l'ensemble adéquats, mais de valeur inégale selon les disciplines, et méritent d'être améliorés à différents égards. Il en est de même des modalités d'intégration de la formation générale à l'épreuve synthèse de programme. Enfin, le Collège a besoin d'un mécanisme plus efficient d'approbation et de coordination des plans de cours, notamment au niveau départemental.

Les ressources et la gestion

Ces dimensions sont examinées sous trois angles : les activités de perfectionnement offertes aux professeurs; les ressources matérielles, didactiques et documentaires; les structures et les processus de gestion.

Les ressources

Les activités de perfectionnement réalisées par les enseignants ont été relativement nombreuses, et diversifiées, tant au plan interne qu'externe. Le rapport d'autoévaluation note que «même si l'information nécessaire a été déficiente au départ, l'ensemble des moyens de perfectionnement et de recherche a contribué à créer une dynamique positive chez les professeurs concernés». La Commission souscrit à ce jugement. Mais elle note que les professeurs «ont eu accès au perfectionnement qu'ils ont jugé bon de demander», et que ceux de français et d'anglais en ont profité davantage.

Il est heureux que le Collège veuille maintenant exercer un leadership plus ferme au dit chapitre. La Commission l'invite à mettre en œuvre les mesures de perfectionnement collectif envisagées dans le rapport. Celles-ci touchent la transposition des devis dans les plans d'études; le renouvellement des stratégies d'enseignement dans un contexte de compétence, y compris par l'introduction des NTIC; les échanges entre enseignants prenant charge de la même séquence disciplinaire, sur les moyens didactiques et les pratiques d'évaluation. Certaines de ces mesures sont susceptibles d'être davantage profitables aux enseignants de philosophie et d'anglais.

Le Collège compte sur des ressources de qualité, dans l'ensemble, pour la mise en œuvre de la formation générale. Certaines de ses installations sont d'une valeur remarquable : la bibliothèque est attrayante, aménagée et entretenue avec beaucoup de soins; les laboratoires informatiques sont nombreux, bien outillés, accessibles quinze heures par jour sur semaine. Néanmoins, quelques problèmes ont été notés au chapitre de l'accès ou de l'entretien des laboratoires de langue et de quelques installations sportives.

La gestion

Le Collège reconnaît que «l'ampleur et le nombre des chantiers n'ont pas permis aux instances institutionnelles de maintenir un suivi systématique de la mise en œuvre de la formation générale». Mais divers autres agents, comme les départements, les coordinations provinciales, le syndicat ont pris la relève à l'occasion, notamment pour la collecte et la transmission de l'information.

Le partage des responsabilités, les liens entretenus entre les diverses instances du Collège, dans la mise en œuvre de la formation générale, ne sont pas toujours satisfaisants et devraient être améliorés. Les besoins sont davantage manifestes en ce qui regarde le mode de fonctionnement des équipes de programme et l'intégration de la formation générale à l'approche programme.

Les échanges tenus lors de la visite, avec les coordonnateurs de programme en particulier, ont permis de constater que la formation générale n'était pas toujours aussi valorisée qu'elle le devrait. Certains coordonnateurs ont décrit de façon convaincante les pratiques développées pour sensibiliser les élèves à l'importance de celle-ci. Mais il est clair que dans une bonne partie des programmes, des efforts notables restent à faire pour jeter des ponts entre la formation générale et la formation spécifique.

Le Collège a prévu la création, pour chaque programme, d'un comité de gestion restreint à la formation spécifique, et d'un second comité, dit «élargi», incluant des représentants de la formation générale. Or ce deuxième mécanisme, dans beaucoup de cas, est plus ou moins opérant, pour diverses raisons : difficultés de convocation dues aux conflits d'horaires, mauvaise circulation de l'information, différences d'optique entre les intéressés, etc. Ces problèmes sont accrus du fait de l'absence de mécanisme de liaison entre les professeurs de la formation générale eux-mêmes. Néanmoins, quelques départements ont appliqué avec un certain succès la philosophie de l'approche programme, leur expérience étant susceptible, le cas échéant, de servir d'inspiration aux autres. Considérant ce qui précède,

la Commission recommande au Collège d'améliorer le mode de fonctionnement des équipes programmes dans leur forme dite «élargie», c'est-à-dire incluant des représentants de la formation générale, et d'instituer un mécanisme de concertation à l'intention des professeurs de la formation générale.

Les résultats

Cette dimension de la formation générale est examinée sous les aspects suivants : le taux de réussite des cours, le taux de diplomation et les services et mesures d'aide favorisant la réussite.

La réussite des cours et la diplomation

Selon les données du rapport d'autoévaluation, les taux de réussite des cours sont élevés, étant supérieurs de neuf points, en moyenne à ceux de l'ensemble du réseau collégial; ces taux s'accordent généralement avec les tendances observées pour l'ensemble des collèges, d'une session à l'autre pour un même cours, et à chaque session pour les cours d'une même discipline. En revanche, les résultats des élèves à l'épreuve ministérielle de français de décembre 1996 et de décembre 1997 sont un peu inférieurs à la moyenne de l'ensemble du réseau. La Commission invite le Collège à réfléchir sur les moyens pouvant permettre, le cas échéant, de mieux préparer les élèves à cet examen, y compris par la révision de la séquence des cours de français.

Le taux de diplomation des élèves dans la durée prévue est au-dessus de la moyenne du réseau collégial dans plusieurs programmes, surtout du secteur technique. La proportion de finissants non diplômés auxquels il manque exclusivement des cours de formation générale est inférieure à 6 % ; celle des finissants auxquels il manque un ou des cours de formation générale et de formation spécifique est de 16 %. Le Collège veut néanmoins valoriser davantage la réussite des cours de formation générale. Le suivi des élèves rattachés aux programmes les moins efficaces à cet égard sera renforcé, de manière à ce que leur rythme de cheminement devienne le plus normal possible.

L'encadrement des élèves

Les services d'aide à l'apprentissage sont satisfaisants dans l'ensemble. Les enseignants accordent beaucoup d'attention à l'encadrement des élèves. Interrogés aux fins de l'autoévaluation, ceux-ci ont dit apprécier leur disponibilité, surtout en français et en anglais, où le taux de satisfaction dépasse 80 %. Les ressources allouées au Centre d'aide en français (CAF) ont été diminuées au cours des dernières années. La Commission *suggère* au Collège, tel qu'il l'envisage, de revoir le mandat et les pratiques pédagogiques en vigueur au CAF.

Conclusion

La Commission reconnaît la qualité de la mise en œuvre de la composante de formation générale des programmes d'études du Cégep de La Pocatière.

Le Collège, dans la poursuite des objectifs du Renouveau relatifs à la formation générale, a pu s'appuyer sur des ressources humaines et matérielles de qualité. Les taux de diplomation et de réussite des cours de ses élèves sont élevés. Les efforts qu'il a poursuivis pour se doter d'un projet éducatif prenant en compte les besoins de formation générale des élèves, et pour développer les cours de formation générale propre, sont aussi à souligner.

La Commission a adressé deux recommandations au Collège, pour qu'il se dote d'un mécanisme plus efficient d'approbation et de coordination des plans de cours, y compris au niveau départemental, et améliore le mode de fonctionnement de ses équipes-programmes.

La Commission a formulé diverses suggestions destinées à améliorer d'autres aspects de la mise en œuvre de la formation générale : compléter la démarche d'autoévaluation de manière à bien étayer le plan d'action; assurer plus de liens entre les objectifs, les standards et les contenus d'apprentissage; améliorer les méthodes pédagogiques; renforcer l'évaluation formative et respecter les règles définies pour l'évaluation; mieux décrire les diverses modalités de l'évaluation dans les plans de cours de certaines disciplines; assurer une meilleure définition des compétences de formation générale à intégrer dans l'épreuve synthèse; revoir le mandat et les pratiques pédagogiques du Centre d'aide en français.

Les suites de l'évaluation

Dans sa réaction au rapport préliminaire, le Collège accueille positivement les recommandations de la Commission et mentionne qu'il a déjà amorcé certaines démarches en vue de les mettre en œuvre. Le Collège prépare aussi un plan d'action détaillé pour faire suite à l'autoévaluation.

La Commission souhaite recevoir, en temps opportun, un rapport sur les suites que le Collège aura données aux recommandations qui lui sont adressées.

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Jacques L'Écuyer, président